



**ENGAGÉ-ES  
AU QUOTIDIEN**

# **Déclaration FSU au CTSD du 16 octobre 2020**

## **La rentrée normale.**

### **Des conditions sanitaires normales :**

En annonçant que les protections seraient à la charge des familles, le ministre de l'Éducation a mis d'accord, contre lui, parents d'élèves, syndicats et politiques de gauche comme de droite, qui réclament leur gratuité. Jean-Michel Blanquer a rappelé que l'allocation de rentrée scolaire était augmentée de 100 euros cette année en raison de la crise sanitaire. Cet argument ne passe pas. Une hausse de l'allocation de rentrée scolaire n'a pas de rapport avec la question des masques puisque chaque rentrée voit une augmentation du coût des fournitures et des frais supplémentaires pour les familles. Le principe de l'école est, en théorie, d'être gratuite et obligatoire. Si y aller implique désormais de porter obligatoirement un masque alors il doit être gratuit. C'est donc à l'État de les prendre en charge.

Nous réitérons également notre demande pour que le ministère approvisionne régulièrement ses personnels en masques chirurgicaux qui offrent une meilleure protection et un meilleur confort de travail.

### **Des conditions de travail normales :**

Les mesures sanitaires prises dans l'Éducation nationale sont moins drastiques que dans les entreprises, si bien que le milieu scolaire et universitaire est le principal lieu de contamination en France. Respecter la distanciation physique dans n'importe quelle classe est impossible.

Il a fallu que les collèges d'Arcis, de Brienne, de Bar-Sur-Aube et d'Ervy se battent pour obtenir l'ouverture d'une classe ou de quelques heures afin de ne pas dépasser les seuils. Les lycées de l'aube ont des classes de seconde remplies au seuil de 36 élèves ce qui ne permet pas un fonctionnement pédagogique satisfaisant, ni des conditions sanitaires optimales. Nous alertons l'administration depuis plusieurs années sur ce fait, il serait temps que les choses évoluent pourtant on nous annonce 1800 suppressions de postes à la rentrée 2021.

Le nombre de remplaçants étant notoirement insuffisant pour une année sans pandémie, on se retrouve avec de fortes difficultés dès la rentrée dans le premier comme dans le second degré. Quasiment toutes nos écoles et nos établissements ont eu des cas confirmés ou des fermetures. Non, cette rentrée n'est pas normale. Elle ne pouvait pas l'être. Pas après des mois de confinement qui ont laissé des traces chez les élèves et les enseignants. Dans ce contexte sanitaire extraordinaire, les personnels et leurs représentants ont appelé pendant des semaines à une préparation à la hauteur de la pandémie. Différents scénarios auraient pu être préparés et communiqués aux personnels dès le mois de juin, ce qui aurait évité de laisser les enseignants et les parents dans une incertitude angoissante. Assurer une scolarité la plus normale possible tout en préservant la santé de communauté éducative dans son ensemble a un prix : recrutements d'enseignants, d'infirmiers scolaires, d'assistants sociaux, d'AESH, aménagement des classes, des horaires des groupes ....

Cette rentrée compliquée demande une réflexion, à ce titre les orientations stratégiques ministérielles prescrivent un retour d'expérience sur la période de crise sanitaire. Quels moyens avez vous prévu pour organiser ces échanges sur le temps de service.

Les directeurs et directrices d'école n'ont pas vu leur charge de travail diminuer contrairement à ce qu'avait annoncé au mois de juin le ministre de l'Éducation Nationale, des tâches supplémentaires se sont ajoutées : signalement et gestion des cas contacts, inventaire des masques, organisation des stages de remise à niveau.... la charge mentale de tous les personnels ne cessent de s'alourdir.

### **Un bac qui ne tient toujours pas la route :**

Le lycée Blanquer, c'est moins d'enseignants et des emplois du temps éclatés pour tous. Alors que la crise sanitaire imposerait la réduction des effectifs et du brassage, ces précautions sont sacrifiées sur l'autel de la mise en œuvre des réformes du lycée et du bac « quoiqu'il en coûte ». Autre symbole du mépris du ministre, cela devenant une habitude, il délivre le calendrier des épreuves par voie de presse. Comment est-il possible de faire tenir, comme au lycée Claudel, 23 « doublettes » de Terminale sur 2 jours d'épreuve ? Comment tenir les délais de correction intenable ?

### **Existera t-il encore un dispositif SEGPA ?**

Dans l'Aube, depuis 2017, le nombre d'élèves scolarisés en SEGPA est passé de 469 à 346, 2 dispositifs ont fermé et le nombre de classes est passé de 37 à 29. Avec l'objectif atteint de rattraper la moyenne nationale, la politique départementale ne fait que poursuivre sa stratégie d'orientation à minima sur des critères plus opaques. Cette violence institutionnelle envers les élèves, les familles et les enseignants est de plus en plus visible. Notre département va t-il cesser cette course stérile à la moyenne nationale sous couvert du beau mot d'inclusion ?

Enfin, sous prétexte de revalorisation le ministère ne cache plus sa volonté de transformer nos métiers. Localement nous serons vigilants à ce qu'aucune redéfinition des missions ne soit contraire au respect des droits statutaires des enseignants.